



Urgence pour l'Humanité : votre don peut tout changer.

Voici pourquoi

En lutte

## UN COLLECTIF DE PARENTS DÉNONCE LA « RÉPRESSION SYSTÉMATIQUE » PAR LA FORCE DES MOBILISATIONS LYCÉENNES

Des parents de lycéens ont annoncé, mercredi 18 juin, vouloir porter plainte suites aux violences policières commises lors de l'occupation du lycée Hélène Boucher, à Paris, le 6 juin 2024. Avec la LDH, ils ont aussi saisi la Défenseure des droits, estimant cette répression « systématique ».

**SOCIÉTÉ**

4min

Publié le 18 juin 2025

[Lily Renaux](#)



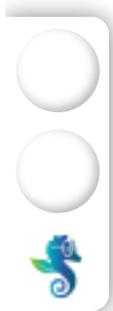


*« Au-delà des individualités, nous voulons savoir qui a décidé, à différents stades, qu'ils soient éducatifs, policiers ou préfectoraux, de la mise en place de cette répression », détaille Me Alice Becker, avocate de plusieurs lycéens mobilisés.*

*« L'intérêt de cette plainte est d'interroger un maximum de personnes, pour permettre de comprendre comment cela s'est passé. »* Ce mercredi 18 juin, Me Alice Becker se trouvait aux côtés d'un collectif de parents d'élèves, réuni avec **la Ligue des Droits de l'Homme (LDH)**, le syndicat **Sud-Education** et la **FCPE**, pour dénoncer les violences policières lors des **mobilisations lycéennes**.

La plainte, qui doit être déposée dans les prochains jours, vise des faits commis par les forces de police lors de **l'occupation pacifique** du lycée parisien **Hélène Boucher**, le 6 juin 2024. Il s'agit *« d'interroger la responsabilité des uns et des autres »* lors de cette répression, a indiqué l'avocate. Parce que ces violences ne constituaient pas un cas isolé, le collectif de parents et la LDH ont aussi annoncé la saisine de la Défenseure des droits face à la *« répression systématique »* de ces mobilisations lycéennes.

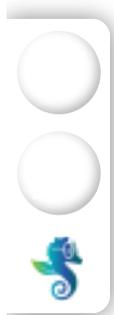
*« Au-delà des individualités, nous voulons savoir qui a décidé, à différents stades, qu'ils soient éducatifs, policiers ou préfectoraux, de la mise en place de cette répression »*, détaille Me Alice Becker, avocate de plusieurs lycéens mobilisés. Le collectif de parents explique sa démarche par la volonté *« d'éclaircir les choses »* mais aussi de porter la question de *« la*



*répression des mobilisations estudiantines sur la place publique* ». Ils réclament également d'être reçus « conjointement par la préfecture et le rectorat de Paris » pour mettre au clair le « mécanisme conjugué » de ces deux institutions.

## Une « escalade » dans la répression

Le collectif s'est constitué il y a un an, à la suite de l'action menée au lycée Hélène Boucher, dans le 20e arrondissement de Paris. Les lycéens, mineurs pour la plupart, **souhaitaient alerter sur la guerre à Gaza en occupant l'établissement**. En réponse, ils auraient été gazés, brimés et insultés par **les policiers déployés**. « Une des filles portait un body lors de l'interpellation et une policière a dit : 'À 15 ans, elles sont déjà habillées comme des putes' », raconte un jeune présent à la conférence de presse. Un autre policier aurait visé les lycéens avec un lanceur de balles de défense, et un troisième serait entré dans une salle de classe avec son arme à la main, **selon des images récupérées par le journal Le Monde**.



### SUR LE MÊME THÈME



**CHIENS LANCEUR DE LBD  
ET GSO : DEUX  
INTERVENTIONS**

## **POLICIÈRES POUR CASSER DES BLOCUS DEVANT LE LYCÉE DIDEROT À PARIS SONT-ELLES ALLÉES TROP LOIN ?**

« Le passage en Terminale de certains a été conditionné par le passage dans le bureau de la proviseure et la signature du règlement intérieur », assure l'une des membres du collectif de parents. Une pratique « *totale*ment hors cadre », selon la représentante de Sud Éducation Paris, qui évoque une « *répression systématique des blocus des lycées* ». La syndicaliste pointe « *la responsabilité du rectorat de Paris* » et constate que **ces violences frappent d'abord « les jeunes de l'Est parisien et ceux des quartiers populaires »**.

En se penchant sur les deux dernières années, le collectif de parents a pu recenser douze mobilisations lycéennes qui se sont soldées, à Paris, par l'usage de la force, des insultes, des brimades voire des gardes à vue, de la part de la police. Aujourd'hui, le collectif souhaite plus que jamais alerter sur « *l'escalade* » du maintien de l'ordre pendant les mobilisations et revendique « *la sanctuarisation des lycées et de leurs parvis* ».

## **LE JOURNAL DES INTELLIGENCES LIBRES**

« C'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres **le moyen de comprendre et de juger elles-mêmes les événements du monde.** » Tel était « **Notre but** », comme l'écrivait Jean Jaurès dans le premier éditorial de l'Humanité.

